



Accélérer le rythme de l'intégration en Afrique
Les défis à relever

Discours d'ouverture
du
Secrétaire exécutif
K.Y. Amoako

Addis-Abeba,
4 mars 2002

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Secrétaire général de l'OUA,
Monsieur le Vice-Président de la Banque africaine de développement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués venus de tout le continent,
Mesdames et Messieurs les invités et participants venus d'ailleurs,
Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile et des milieux d'affaires,
Mesdames, Messieurs,

C'est un privilège exceptionnel de pouvoir accueillir autant d'éminentes personnalités à une seule et même rencontre. Le grand nombre de ministres des affaires étrangères, de ministres des transports, d'autres ministres et de gouverneurs de banque centrale ici présents montre clairement que les gouvernements africains sont conscients des grands enjeux inhérents aux questions dont nous allons débattre.

J'ai également grand plaisir à souhaiter la bienvenue à de nombreux autres participants de marque, en commençant par le Premier Ministre du Gouvernement hôte, qui perpétue avec un dévouement et une perspicacité rares le rôle historique de son pays en faveur de l'unité du continent.

C'est avec plaisir que je souhaite la bienvenue au Secrétaire général de l'OUA, Amara Essy. Ses conseils et sa collaboration ont été précieux pour la tenue de ce Forum.

Je souhaite également la bienvenue à Cyril Enweze qui, Omar Kabbaj ayant été retenu à Abidjan à la dernière minute, a bien voulu représenter la Banque africaine de développement (BAD).

L'OUA et la BAD sont d'importants chefs de file qui sont à l'origine de toutes sortes d'actions qui permettront de regrouper le continent.

Je souhaite très chaleureusement la bienvenue à deux des personnalités africaines les plus

respectées: Adebayo Adedeji, auteur de tant de réalisations en matière de développement régional, et Salim Ahmed Salim, qui a une réputation exceptionnelle, notamment en matière de consolidation de la paix et de coopération politique. Leurs contributions au service de tous les Africains subsisteront longtemps et aujourd'hui, leur sagesse est à nouveau sollicitée.

Je souhaite la bienvenue aux chefs des institutions sous-régionales, qui sont si souvent à la pointe de l'intégration régionale. C'est avec grand plaisir que je salue M. Ibin Chamas, le nouveau Secrétaire exécutif de la CEDEAO.

Je voudrais également souhaiter la bienvenue à nos nombreux partenaires au développement. C'est avec gratitude que je souhaite la bienvenue aux représentants des Gouvernements néerlandais, suédois, norvégien et belge, ainsi qu'au représentant de la Commission européenne. Leur appui généreux a rendu possible la tenue de ce Forum.

Enfin, je souhaite tout particulièrement la bienvenue à la société civile, dont la représentation, d'une merveilleuse diversité, englobe les milieux d'affaires, les médias, la diaspora et les milieux universitaires. Vos voix sont capitales à chaque grande étape de l'unification de l'Afrique.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres,

Le troisième Forum de la CEA pour le développement de l'Afrique s'ouvre aujourd'hui. Il réunit régulièrement des responsables et des dirigeants de toutes les franges de la société africaine pour qu'ils réfléchissent ensemble aux problèmes les plus graves du continent, soient informés des meilleures pratiques, envisagent les possibilités de progrès et donnent une impulsion à l'action menée dans l'intérêt de tous.

La première édition d'ADF avait pour thème le recours aux technologies de l'information et de la communication pour sauter certaines étapes du développement. Elle a abouti à de nombreuses actions du secteur public et du secteur privé, tendant à accélérer la révolution de l'information en Afrique.

La deuxième édition d'ADF a porté sur le VIH/SIDA. Nous y avons souligné à quel point il est important d'avoir, à tous les niveaux, des dirigeants déterminés à enrayer la propagation du VIH/SIDA et à fournir aux victimes de la pandémie les soins requis. Le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Peter Piot, un homme très estimé, a déclaré que cet événement avait été une étape décisive. Tous ceux qui ont participé à ADF II se rappelleront qu'on y avait chanté. Ils se souviennent notamment du chant entonné par Kenneth Kaunda pour nous encourager à montrer la voie à tous les niveaux. Ils se rappellent aussi que c'est en chantant que nous avons souhaité un joyeux anniversaire à Charlotte Mjele, jeune Sud-africaine de 22 ans vivant avec le VIH.

Des activités de suivi d'ADF II ont eu lieu à plusieurs niveaux. Après ADF, les efforts visant à créer un Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme se sont unifiés et ont fini par aboutir. L'Union africaine se joindra à nous pour produire un rapport annuel sur le respect par les Etats africains de leurs engagements concernant le VIH/SIDA. Ce rapport sera présenté au Sommet annuel de l'Union africaine. Nous intégrons la lutte contre le VIH/SIDA dans toute les activités de la CEA. Nous proposons des liaisons électroniques avec les ministres africains de la santé, afin qu'un dialogue puisse se tenir avec eux sur le VIH/SIDA. Des organisations sous-régionales jouent un rôle plus actif dans le suivi de la lutte contre l'épidémie. Bref, beaucoup a été fait, mais il reste encore beaucoup plus à faire.

Cette troisième édition d'ADF a également porté sur une question fondamentale d'une grande complexité et dont les enjeux sont considérables pour notre avenir politique et économique. Il s'agit de l'intégration économique et politique du continent africain.

Dès sa création, la CEA a encouragé l'intégration régionale. Le panafricanisme a été débattu ici même. C'est nous qui avons proposé et préconisé la création de la Banque africaine de développement. A l'époque où l'intégration régionale ne progressait pas, Adebayo Adedeji et d'autres figures de proue ont encouragé, avec beaucoup de créativité, la mise en place des principales communautés économiques sous-régionales. Depuis lors, la CEA a aidé nombre de ces groupements à renforcer leurs moyens et elle a mené de nombreuses activités conjointes avec eux.

Comme nous le verrons au cours de ce Forum, nous avons obtenu de nombreux résultats.

Mais, nous savons également que, pour une large mesure, nos espoirs d'intégration régionale les plus chers ont été déçus.

Maintenant, ADF doit faire le point, dresser le bilan de nos meilleures expériences, cerner les embûches à venir et déterminer les étapes à franchir pour réaliser notre nouveau rêve. Mais il faut être franc sur des craintes généralement inexprimées: la perte potentielle de souveraineté, les possibilités de développement et les recettes fiscales. Ce sont des facteurs réels et il ne faut pas les occulter.

Nous voici rassemblés après d'intenses préparations. Une consultation a eu lieu avec le réseau de la recherche africaine et des centres universitaires. Des documents de travail seront présentés à l'occasion des séances en groupe. Les ministres africains des transports tiendront leur réunion parallèlement et enrichiront nos débats de leurs importantes recommandations. Des groupes de discussion représentant d'importants secteurs de la société africaine se réuniront également et nous feront part de leurs recommandations. En un mot, un ambitieux programme, digne de l'importance du sujet qui nous préoccupe, a été élaboré pour ce Forum. La contribution de tous est nécessaire pour en assurer le succès.

Il est de tradition, dans mon pays, de souhaiter la bienvenue aux invités en leur offrant au moins un verre d'eau et de les laisser s'exprimer en premier. C'est dans cet esprit que j'invite les éminentes personnalités à prendre la parole. Je vous ferai part de mes observations ensuite.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre, Meles Zenawi,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Chers amis,

Lorsque nous avons commencé à préparer ce Forum il y a 18 mois, nous étions motivés par le désir d'accélérer l'intégration régionale et de voir l'Afrique s'adapter plus efficacement à la mondialisation.

Nous n'avions pas prévu – et pour cause- que plusieurs initiatives politiques seraient prises, donnant ainsi à notre Forum un intérêt considérable.

La première initiative est venue de l'Afrique du Sud, du Nigéria, de l'Algérie, du Sénégal et de l'Egypte qui, ensemble, ont impulsé l'élaboration du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). La CEA a, pour sa part, proposé un modèle pour transformer le partenariat de la coopération pour le développement. Ses idées s'harmonisent parfaitement avec les principes contenus dans le NEPAD.

Au même moment, dans un tourbillon d'activités politiques, la création de la très ambitieuse Union africaine a été approuvée.

Parallèlement, dans le domaine du commerce, de nouvelles possibilités et de nouveaux défis sont apparus à la suite d'initiatives venues d'Europe, d'Amérique et de l'OMC.

Les dirigeants africains qui, hier, souhaitaient ardemment l'unité de l'Afrique, seraient un peu jaloux de nous voir réunis à un tel Forum. Nous sommes maintenant face à de vrais choix. Les enjeux sont considérables et des décisions cruciales devront être prises dans les prochains mois.

Ces décisions ne sont pas faciles à prendre car il n'y a pas de mode d'emploi en matière d'intégration régionale. Les expériences menées sur d'autres continents montrent que, pour réussir, les initiatives régionales doivent être conçues en tenant compte des caractéristiques de l'environnement politique et économique.

Les questions posées figurent parmi les plus complexes qu'on puisse imaginer. Elles réclameront de la part des dirigeants une réflexion très approfondie et un courage politique hors du commun.

Ces questions sont si complexes que la CEA met sur pied un mécanisme, spécialement conçu pour permettre aux acteurs nationaux et régionaux de suivre les progrès des efforts entrepris, en Afrique, dans le domaine de l'intégration. Demain, un exposé sera consacré au nouveau Rapport annuel de la CEA sur l'intégration en Afrique, que nous appelons par son acronyme, ARIA. Vous

avez certainement reçu une copie de la synthèse de ce rapport. Le premier ARIA passera en revue les réalisations accomplies et les défis qui se posent sur la voie de l'intégration.

Lors des discussions qui auront lieu au cours des prochains jours, vous aurez l'occasion de partager vos préoccupations ainsi que vos idées sur les orientations à prendre pour renforcer l'intégration en Afrique. Permettez-moi de partager avec vous les questions qui me préoccupent à cet égard.

Premièrement, je crois que nous devons nous assurer que notre intégration économique stimule l'entreprise à tous les niveaux. Nous voulons appuyer le secteur informel. Nous voulons que nos PME se développent. Nous voulons réduire et éliminer la corruption commerciale. Nous voulons promouvoir le commerce et favoriser l'investissement des grandes entreprises locales et internationales qui recherchent des économies d'échelle au niveau sous-régional et régional.

Si, par exemple nous créons des systèmes internationaux de transport, d'énergie et de communications qui contournent de vastes zones habitées par des populations pauvres, notre développement sera déséquilibré. A cet égard, je suis heureux de la présence de nos ministres des transports qui nous aideront à réfléchir sur ce type de questions.

Ce que je veux dire par là c'est que, sur des questions très variées se rapportant toutes à l'intégration, nous devrions toujours rechercher un développement équilibré et équitable.

Deuxièmement, nous devons être plus performants dans la création de biens collectifs régionaux. Il existe un certain nombre de biens collectifs qu'il convient de promouvoir par l'intégration:

- Par-dessus tout, il y a la paix et la sécurité, sans lesquelles on ne saurait fixer d'objectifs sociaux ou économiques. C'est là l'un des thèmes majeurs du Forum.
- En ce qui concerne le développement social, la création de biens collectifs réclame souvent la mise en place d'approches coordonnées. Faire reculer le VIH/SIDA est un défi; la sécurité alimentaire en est un autre.

- Les défis qui se posent à tous dans le domaine de l'environnement ignorent les frontières et nécessitent la mise en place d'approches coordonnées.
- Une autre question me tient particulièrement à cœur. Nous devrions encourager les connaissances et la recherche scientifiques dans tous les domaines et les hisser au rang de bien collectif. On peut citer notamment les analyses et études requises pour définir les méthodes propres à accélérer le développement. Pour mener une action cohérente, il faut s'appuyer sur des analyses judicieuses et, donc, sur des universités et des groupes de réflexion efficaces.

Troisièmement, nous avons besoin de trouver les méthodes les plus probantes dans le domaine de la régionalisation. J'ai souligné au début de cette séance que les Communautés économiques régionales, ou CER, avaient été créées quand il est apparu clairement que la concrétisation de la vision plus large de l'intégration régionale était en retard.

Les CER ont été créées pour servir de tremplin à l'intégration régionale. Il en existe aujourd'hui 13 qui couvrent un large éventail de fonctions et de projets. En fait, les pièces de ce puzzle ne s'emboîtent pas de façon très harmonieuse. C'est peut être la raison pour laquelle la plupart des pays africains sont membres de plus d'une CER. Ils sont 27 à appartenir à deux CER, 18 à être membre de trois entités et un à faire partie de quatre Communautés.

De plus, on compte un très grand nombre de centres régionaux de prospective et de formation qui s'intéressent à l'intégration. Nos dirigeants souhaitent maintenant mettre en place un certain nombre de nouvelles institutions régionales. Il ressort clairement de l'expérience, en Afrique et ailleurs, que les organisations sous-régionales et régionales sont nécessaires et utiles, si elles agissent de façon complémentaire.

D'une façon générale, le système actuel est trop complexe. Il y a trop de doubles emplois et il exige une énergie politique et des moyens financiers trop importants par rapport aux résultats enregistrés. Il faut donc rationaliser ce système comme le recommande ARIA. Vous admettez avec moi qu'il ne sera possible de rationaliser les activités de cette pléthore d'institutions chargées de l'intégration que si la volonté politique est là. Comment faire pour que, sur le plan politique, on

admette que la création d'une Union africaine ambitieuse doit aller de pair avec des mesures visant à rationaliser et à économiser dans d'autres secteurs ?

Si un accord intervient en ce qui concerne l'ampleur des plans d'intégration et sur l'architecture globale de l'intégration, se pose la quatrième question qui me préoccupe: quel sera le rythme de l'intégration ?

A ce jour, l'intégration régionale a évolué de façon ponctuelle. Le rythme de celle-ci a été délibérément fixé et il a parfois été désespérément lent. Nous passons aujourd'hui la vitesse supérieure. Nos dirigeants politiques veulent que les institutions se développent et que l'action suive très rapidement. Il faudra donc faire les choix nécessaires et les assortir de calendriers d'action précis. Les prochaines mesures importantes qu'il faudra prendre, pour mettre en œuvre l'Union africaine, pourraient bien être arrêtées à la fois en raison de leur urgence et parce qu'elles peuvent être fermement mises en application. Ainsi, chaque pierre posée redonnera confiance pour aborder les tâches suivantes.

Nous devons trouver des moyens d'accélérer le processus d'intégration. Nous pouvons par exemple identifier et utiliser les meilleures expériences, d'Afrique et d'ailleurs, pour inspirer nos choix et nos décisions.

A cet égard, nous devrions être ambitieux mais rester réalistes.

Le contenu, l'architecture et le rythme définiront alors le cinquième point de mon ordre du jour, à savoir la finance. Les nouvelles institutions régionales devront payer leur personnel et assurer leur fonctionnement. Comme le montrera notre Rapport annuel sur l'intégration en Afrique (ARIA), beaucoup de nos organisations régionales existantes ont, même maintenant, des difficultés à financer leurs programmes. Leurs budgets sont modestes au regard de leurs mandats. Il est même devenu difficile de mobiliser des ressources pour couvrir ces budgets. Le taux de mobilisation de ressources du COMESA et de la CEMAC, par exemple, est passé de 100 pour cent en 1993 à légèrement plus de 50 pour cent en 1998. Cela a entraîné le recours au financement extérieur et la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds extérieurs.

Notre objectif ne devrait pas se limiter au paiement des factures obligatoires, mais plutôt de créer des institutions véritablement robustes et suffisamment solides pour générer des avantages substantiels pour tous les membres.

J'ai été séduit par la justification donnée par nos collègues du COMESA dans la présentation de leur budget il y a quelques jours. Le Secrétaire Général Mwencha a dit que l'absence d'actions appropriées pour le maintien de la paix et pour l'intégration, qui, ensemble, pourraient coûter tout au plus 1 milliard de dollars, signifiait que les pays de sa région avaient perdu, l'année dernière, en termes de PIB, plus de 13 milliards de dollars du fait des seuls conflits.

En d'autres termes, nous devons trouver une nouvelle méthode pour conceptualiser et financer l'intégration régionale, qui prenne en compte, non seulement ce que nous devons payer pour l'intégration, mais aussi ce que nous payons réellement lorsque nous ne faisons rien pour réaliser une intégration politique et économique effective.

J'en viens à mon dernier point : quelles que soient les actions que nous menons, nous ne pouvons le faire tout seuls. Pour que l'intégration soit réussie, il nous faut trouver les moyens d'arriver à réaliser un véritable consensus politique au sein de toutes les catégories sociales, afin qu'une nouvelle solidarité régionale naisse et se perpétue, tant dans l'esprit des gens qu'au sein d'institutions viables.

Maintenant, Il va sans dire que les politiques nationales ne peuvent être durables que si le plus grand nombre possible participe à leur définition et à leur mise en œuvre. Nous commençons à peine à comprendre la dynamique au niveau supranational. On peut dire sans risque de se tromper que le processus d'intégration a été jusqu'ici l'affaire exclusive des Etats.

Le Parlement africain nous permettra, sans doute, de parvenir à un consensus plus large. Mais l'on ne saurait trop compter sur un seul mécanisme pour une tâche aussi cruciale. Au niveau national, il faudra que les Etats engagent un débat avec la société civile et le monde des affaires sur l'élaboration des politiques, notamment les mesures qui doivent être adoptées dans le cadre de l'intégration. Et des mécanismes doivent être mis en place pour impliquer une large gamme d'entités non gouvernementales, à travers un dialogue ininterrompu au niveau supranational. Nous aurons de quoi nous réjouir si ADF parvient à donner le ton d'une approche consultative.

En fin de compte, pour que l'intégration régionale en Afrique soit une réussite, le processus doit associer le plus grand nombre et un consensus se dégager sur le fait qu'il s'agit de notre destin commun en tant qu'Africains.

En bref, les questions les plus préoccupantes, à mon avis, sont les suivantes :

- Comment pouvons-nous faire en sorte que l'intégration économique serve à promouvoir, de manière équitable, toutes les couches de la société ?
- Comment pouvons-nous promouvoir nos intérêts communs à l'échelle régionale, notamment en ce qui concerne la paix et la sécurité, la santé publique et la recherche ?
- Comment l'intégration régionale peut-elle devenir plus efficace ?
- Comment pouvons-nous parvenir à un niveau de financement approprié ?
- Quel est le meilleur rythme et quel est l'ordre à suivre pour les tâches devant conduire à l'intégration régionale ?
- Comment pouvons-nous tirer profit d'une large implication de la société ?

Avant d'en arriver à recommander des actions sur ces questions et sur d'autres qui sont importantes, vous aurez un certain nombre de sessions plénières, de sessions de groupe et de sessions sectorielles. Il y aura un dialogue avec les chefs d'Etat d'Afrique du Sud, du Rwanda, de la Côte d'Ivoire et avec le Premier Ministre Meles Zenawi. Nous aurons également l'honneur d'accueillir deux lauréats du Prix Nobel : Wole Soyinka, le Premier Africain à avoir reçu le Prix Nobel de littérature et Robert Mundell, dont la lecture des travaux était déjà recommandée bien avant que je prépare mon doctorat en économie.

Honorables Ministres, Mesdames et Messieurs,

Vos travaux de ces prochains jours seront résumés dans une déclaration consensuelle qui sera présentée à la prochaine conférence des ministres des affaires étrangères de l'OUA et qui fera l'objet d'une large diffusion.

En outre, et c'est en fin de compte l'aspect le plus significatif, j'espère que ce forum vous aidera à élaborer vos propres programmes nationaux, l'Etat collaborant avec le secteur privé et les réseaux d'ONG, et à assurer une couverture pertinente de la régionalisation par les médias. Car, après tout, s'atteler à une tâche colossale comme l'édification de l'Union africaine exigera de nous que nous agissions non seulement dans les sphères que nous maîtrisons, mais également de manière innovatrice, dans le cadre de réseaux et alliances plus vastes.

Monsieur le Premier Ministre,

Honorables Ministres,

Ce travail s'effectuera sur de nombreux mois, de nombreuses années. Nous serons tous mobilisés, avec d'autres, pour réaliser notre objectif. En mettant à profit cette semaine, nous pouvons aider à déblayer le terrain. Commençons dès à présent.

Je vous remercie de votre attention.